

News of the World

Comment un tabloïd a industrialisé l'écoute illégale de messageries vocales (2005–2011)

Stéphane FOSSE
fosse.fr

21 février 2026

Copyleft : cette œuvre est libre, vous pouvez la copier, la diffuser et la modifier
selon les termes de la [Licence Art Libre](#)

Résumé

Entre 2005 et 2011, le *News of the World* — tabloïd dominical britannique fondé en 1843 et propriété de Rupert Murdoch — a systématiquement intercepté les messageries vocales de célébrités, de politiciens, de victimes de crimes et de leurs familles. La technique reposait sur l'exploitation des codes PIN par défaut des opérateurs téléphoniques. Derrière cette simplicité se cachait un système industriel impliquant des enquêteurs privés, des journalistes, des rédacteurs en chef, et une complicité policière qui a mis six ans à émerger au grand jour. Cet article retrace l'architecture technique et institutionnelle de ce scandale, de ses prémices dès 1999 jusqu'aux conséquences judiciaires des années 2020.

Une faille technique exploitée à l'échelle industrielle

Pour comprendre le scandale, il faut d'abord comprendre la vulnérabilité exploitée. Dans les années 2000, les opérateurs de téléphonie mobile britanniques — Vodafone, O2, BT Cellnet — configuraient leurs messageries vocales avec des codes PIN par défaut simplistes : 0000, 1111, ou les quatre derniers chiffres du numéro de téléphone. La grande majorité des abonnés ne les modifiait jamais, faute de sensibilisation ou d'incitation de leur opérateur. Le protocole d'accès distant à la messagerie était tout aussi permissif : il suffisait de composer le numéro de la cible, d'attendre le basculement vers la boîte vocale, puis d'entrer le PIN pour accéder à tous les messages.

Glenn Mulcaire, ancien footballeur reconverti en enquêteur privé, a industrialisé cette méthode au profit du *News of the World* à partir de 1999. Son contrat exclusif avec le journal, signé par Greg Miskiw, rédacteur en chef adjoint, lui rapportait environ 100 000 livres sterling par an [14]. Ses notes manuscrites, saisies lors de la perquisition policière d'août 2006, révèlent la mécanique précise : pour chaque cible, il consignait le numéro de téléphone, le « Direct Dial Mailbox number » (DDM — le numéro direct d'accès à la messagerie), le code PIN, et parfois le mot de passe d'accès au compte chez l'opérateur pour récupérer les données de facturation détaillées et les SMS [2]. Ces informations étaient soit devinées, soit obtenues par *pretexting* : Mulcaire ou ses contacts contactaient le service client de l'opérateur en se faisant passer pour la victime [1, 4].

La police a saisi, lors de cette perquisition, plus de 11 000 pages de notes manuscrites, 2 978 numéros de téléphone complets ou partiels, 91 codes PIN et 30 enregistrements audio [10]. Dans le coin supérieur gauche de chaque page figurait le nom du journaliste ou rédacteur qui avait commandité l'opération. C'est ce détail qui allait, des années plus tard, démolir la thèse du « journaliste isolé ».

Opération Nigeria, Opération Motorman : les alertes ignorées

Le scandale de 2011 n'est pas sorti de nulle part. Dès 1999, l'opération Nigeria de la police métropolitaine londonienne enquêtait sur Jonathan Rees, détective privé ayant des liens étroits avec le *News of the World* et soupçonné d'acheter des informations à des policiers corrompus. Rees était condamné en 2000 pour tentative d'entrave à la justice et purgeait une peine de sept ans. Mais à sa sortie de prison, le journal, alors dirigé par Andy Coulson, lui passait de nouveau des commandes.

En 2002, l'opération Motorman du Bureau du commissaire à l'information (Information Commissioner's Office, ICO) mettait au jour un marché massif de données personnelles alimentant la presse britannique. L'enquête ciblait Steve Whittamore, enquêteur privé dont les fichiers saisis listaient plus de 13 000 commandes passées par des journaux et magazines [13]. L'ICO publiait ses conclusions dans deux rapports, *What Price Privacy?* (mai 2006) et *What Price Privacy Now?* (décembre 2006). Malgré des preuves accablantes, le responsable de l'opération Motorman témoignait lors d'une audition parlementaire de 2006 que son équipe avait reçu l'instruction de ne pas interroger les journalistes impliqués [12].

2006 : la famille royale, premier faux dénouement

En novembre 2005, le personnel de la maison royale britannique signalait à Scotland Yard des fuites inexplicables dans la presse concernant des détails de la vie privée du prince William. La police métropolitaine ouvrait l'opération Caryatid, confiée au commissaire adjoint Peter Clarke.

L'enquête aboutissait rapidement : Clive Goodman, rédacteur royal du *News of the World*, et Glenn Mulcaire étaient arrêtés en août 2006 et inculpés de conspiration pour interception de communications en violation du *Regulation of Investigatory Powers Act 2000* (RIPA 2000). La messagerie d'un assistant royal avait été consultée 433 fois [10]. Goodman et Mulcaire plaidaient coupables en novembre 2006 et étaient condamnés en janvier 2007 : quatre mois de prison pour Goodman, six pour Mulcaire [14].

News International défendait la thèse du « reporter isolé ». Andy Coulson démissionnait de son poste de rédacteur en chef mais niait toute responsabilité. La Press Complaints Commission (PCC) validait cette version dans un rapport de 2009, sans mener aucune investigation indépendante.

2009–2011 : le *Guardian* force la vérité

Nick Davies, journaliste d'investigation du *Guardian* et auteur de *Flat Earth News* [5], publiait entre juillet 2009 et juillet 2011 plus de cent articles sur le sujet. Le 8 juillet 2009, il révélait que News Group Newspapers avait versé plus d'un million de livres sterling pour étouffer des procédures civiles. L'un des plaignants était Gordon Taylor, président du syndicat des footballeurs professionnels (PFA). Le dossier de sa procédure contenait un email décisif — un « Transcript for Neville » — montrant que les écoutes dépassaient le seul Mulcaire [7].

Le commissaire adjoint John Yates, chargé de réévaluer le dossier, concluait en huit heures à l'absence de nouveaux éléments — sans avoir consulté l'essentiel des preuves disponibles [9]. La couverture de complaisance s'étendait aux plus hauts niveaux : le chef de la communication du Met avait recruté Neil Wallis, ancien rédacteur en chef adjoint du *News of the World*, comme consultant en relations publiques à hauteur de 24 000 livres sterling au moment même où le journal était sous enquête.

Milly Dowler : la ligne que l'on ne franchit pas

Le 4 juillet 2011, Nick Davies et Amelia Hill publiaient l'article qui allait tout faire basculer [8]. Milly Dowler, collégienne de 13 ans disparue le 25 mars 2002 dans le Surrey et retrouvée morte six mois plus tard, avait vu sa messagerie vocale piratée par des journalistes du *News of the World* dès les premiers jours de sa disparition. Des messages avaient été supprimés pour libérer de la place, donnant à ses parents la fausse impression qu'elle était encore en vie et gérait elle-même sa boîte vocale.

La réaction publique fut immédiate. Des dizaines d'annonceurs suspendaient leurs publicités. Le 7 juillet 2011, James Murdoch annonçait la fermeture du *News of the World*. Le dernier numéro paraissait le 10 juillet 2011, après 168 ans d'existence. L'ancien Premier ministre Gordon Brown accusait dans la foulée l'empire Murdoch d'avoir accédé à ses données bancaires, ses dossiers juridiques et les données médicales de son fils Fraser.

Les opérations Weeting, Elveden, Tuleta : le temps de la justice

Dès janvier 2011, Scotland Yard ouvrait l'opération Weeting sur les interceptions illégales de messageries vocales, suivie de l'opération Elveden sur la corruption policière, puis de l'opération Tuleta sur les autres formes d'atteinte à la vie privée. Au moment de la publication du rapport Leveson en novembre 2012, ces trois opérations avaient conduit à 84 arrestations au total [14].

En 2014, Rebekah Brooks était acquittée de toutes les charges ; Andy Coulson, devenu directeur de la communication du Premier ministre David Cameron, était condamné à dix-huit mois de prison pour complot en vue d'intercepter des communications. News International, rebaptisée News UK, versait des dizaines de millions de livres en indemnités aux victimes.

La Leveson Inquiry : anatomie d'un système

Le 13 juillet 2011, David Cameron annonçait la création de la Leveson Inquiry, présidée par le lord justice Brian Leveson. En huit mois d'audiences, plus de 650 témoins étaient entendus et 6 000 pages de preuves versées au dossier [14].

Ce qui ressortait de ces auditions dépassait le scandale des écoutes. La Leveson Inquiry exposait les relations incestueuses entre l'empire Murdoch, les gouvernements successifs et les hauts responsables policiers. Le rapport final, publié le 29 novembre 2012 en quatre volumes et plus de 1 900 pages, concluait que la presse britannique avait failli à ses responsabilités avec « une persistance remarquable », que la PCC avait été complice par son inertie, et que la police métropolitaine avait gravement manqué à ses devoirs [14].

La mise en œuvre des recommandations Leveson se heurtait à la résistance organisée des éditeurs. Une Charte royale était signée le 30 octobre 2013, mais les grandes maisons de presse refusaient de rejoindre l'IMPRESS, le seul régulateur reconnu [11]. En 2024, l'article 40 du Crime and Courts Act 2013 était finalement abrogé par le Media Act 2024, laissant la régulation de la presse britannique essentiellement volontaire.

Un scandale sans dénouement définitif

Le scandale du *News of the World* a révélé que le piratage de messageries vocales n'était pas une exception : il était la norme dans plusieurs groupes de presse. En 2023, la High Court britannique concluait que Mirror Group Newspapers s'était livré à des atteintes à la vie privée « généralisées et habituelles » par des méthodes similaires [17]. En 2024, le prince Harry obtenait 140 600 livres de dommages et intérêts contre Associated Newspapers, qualifiant l'affaire de « pratique systémique d'actes illégaux et scandaleux, suivie de dissimulations et de destruction de preuves ».

D'un point de vue technique, ce scandale reste l'illustration la plus documentée de ce qu'on appelle en sécurité informatique un « faible point d'entrée » : des données hautement personnelles compromises non pas par une attaque sophistiquée, mais par la persistance de configurations par défaut non modifiées, combinée à du *social engineering* bas de gamme. La leçon fondamentale — que la sécurité des systèmes repose autant sur les comportements humains que sur les technologies — reste d'une actualité permanente.

Références

- [1] ASSOCIATED PRESS. [Voicemail spying shows phone network weak spots](#). In : *Phys.org* (juill. 2011).
- [2] BYLINE INVESTIGATES. [Private investigator Glenn Mulcaire reveals how he hacked ex-Lib Dem MP Simon Hughes for the Mail on Sunday](#). In : *Byline Investigates* (juill. 2020).
- [3] CARNEGIE COUNCIL FOR ETHICS IN INTERNATIONAL AFFAIRS. [The Phone Hacking Scandal: Global Implications](#). In : *Ethics Online* (juill. 2012).
- [4] Graham CLULEY. [Hacking into mobile phone voicemail systems](#). 2011.
- [5] Nick DAVIES. [Flat Earth News](#). London : Chatto & Windus, 2008.
- [6] Nick DAVIES. [Hack Attack: How the Truth Caught Up with Rupert Murdoch](#). London : Chatto & Windus, 2014. ISBN : 9780701187323.
- [7] Nick DAVIES. [Murdoch papers paid £1m to gag phone-hacking victims](#). In : *The Guardian* (juill. 2009).
- [8] Nick DAVIES et Amelia HILL. [Missing Milly Dowler's voicemail was hacked by News of the World](#). In : *The Guardian* (juill. 2011).
- [9] HOUSE OF COMMONS CULTURE, MEDIA AND SPORT COMMITTEE. [News International and Phone-hacking](#). Rapport parlementaire HC 903-I 2010-12. House of Commons, mai 2012.
- [10] HOUSE OF COMMONS LIBRARY. [Phone hacking – Inquiries and reports](#). Standard Note SN06368. House of Commons Library, 2012.
- [11] HOUSE OF LORDS LIBRARY. [Leveson Report: Reaction](#). Briefing parlementaire LLN-2012-041. House of Lords Library, nov. 2012.
- [12] INFORMATION COMMISSIONER'S OFFICE. [What Price Privacy Now?](#) Rapport parlementaire. Information Commissioner's Office, déc. 2006.
- [13] INFORMATION COMMISSIONER'S OFFICE. [What Price Privacy?](#) Rapport parlementaire HC 1056 2005-06. Information Commissioner's Office, mai 2006.
- [14] Brian LEVESON. [An Inquiry into the Culture, Practices and Ethics of the Press](#). 4 volumes, rapport parlementaire officiel. London : The Stationery Office (HMSO), nov. 2012.
- [15] LSE MEDIALSE. [Phone Hacking & Leveson Inquiry Dossier](#). 2012.
- [16] PRESS GAZETTE. [Nick Davies interview: I was certain 'false hope' story was true](#). In : *Press Gazette* (2013).
- [17] THE CONVERSATION. [Phone hacking in the British press: three key moments in the scandal – and what happens next](#). In : *The Conversation* (oct. 2024).